

2022

GRA Fondation contre
le racisme et l'
antisémitisme

GMS GESELLSCHAFT MINDERHEITEN IN DER SCHWEIZ
SOCIÉTÉ POUR LES MINORITÉS EN SUISSE
SOCIETÀ PER LE MINORANZE IN SVIZZERA
SOCIETAD MINORITADS EN SVIZRA

Racisme en Suisse

Analyse et explication des cas de
discrimination



AVANT- propos

L'année 2022 a commencé comme l'année précédente s'était terminée : les manifestations non autorisées contre le Corona ont fait la une des journaux et le mécontentement des opposants aux mesures contre le gouvernement était élevé. Des groupes d'extrême droite tels que « Junge Tat » ont profité des défilés comme des fraudeurs diffusant publiquement et efficacement leurs slogans d'extrême droite.

Cependant, la politique a brusquement changé. Le mercredi 16 février 2022, après près de trois ans de tensions incessantes autour de la pandémie du COVID-19, le Conseil fédéral décide de lever d'un coup toutes les mesures, à l'exception de l'obligation de porter un masque dans les transports publics ainsi que dans les établissements de santé. Les personnes opposées aux mesures ont remballé leurs banderoles et le calme est revenu dans les rues. La « Junge Tat » a dû quitter la scène à l'improviste.

La trêve n'allait pas durer longtemps. Le 24 février 2022, une nouvelle page de l'histoire est écrite : la Russie attaque le pays voisin, l'Ukraine. Les incidents de discrimination et le racisme verbal dans l'espace public, tant à l'encontre des Russes que des Ukrainiens en Suisse, augmentent brusquement. Les personnes russes résidant en



Suisse ont par exemple été exclues des cours de tennis. Un médecin a même refusé de soigner un patient russe séropositif. Une fois de plus, il apparaît que les crises sont un terrain propice à l'incitation à la haine contre les minorités.

Le 1er mai 2022 a également été une date particulière pour la démocratie suisse. Après deux ans de pause due à la pandémie, les manifestants du 1er mai ont pu à nouveau descendre dans la rue et la « Junge Tat » a profité de cette occasion également pour hisser ses slogans sur une banderole en haut d'une grue. Au début de l'été, celle-ci a probablement également lancé une attaque homophobe lors d'un service religieux de la « Zurich Pride », incognito et cagoulée. Elle a ensuite perdu toute gêne et s'est vantée fièrement de diverses actions perturbatrices et de vidéos de revendication. La conséquence de ces apparitions est une augmentation globale de +83 % des cas de défilés, apparitions et rassemblements d'extrême droite.

Le dernier rapport de situation du Service de renseignement de la Confédération (SRC) fait également état de ce durcissement. L'autorité policière Europol mentionne elle-même la « Junge Tat » dans son rapport et qualifie sa stratégie, la mise en scène publique de ses actions, de sans précédent dans les milieux d'extrême droite.

Cependant dès l'été, un autre sujet apparaît dans les médias suisses donnant lieu à des débats enflammés pour la plupart peu constructifs, c'est le thème de l'appropriation culturelle. La moitié de l'Europe, discute d'appropriation culturelle, de racisme et de colonialisme après le concert interrompu du groupe Lauwarm à la Brasserie Lorraine de Berne. La question posée était de savoir comment une évidence pouvait soudain être erronée, à savoir qu'un chanteur de reggae pouvait aussi être blond ? Où est le problème quand les Blancs portent des dreadlocks ? Que cherche à atteindre le mouvement « Woke » et quel est son impact sur la lutte contre le racisme à proprement parler ? Pourquoi en parlons-nous encore en 2023 et pourquoi l'UDC consacre-t-elle explicitement son programme politique à la lutte contre la « terreur du genre » et à la « folie Woke » ? Peut-on même considérer que les thèmes liés à la « politique identitaire de gauche » puissent faire pencher la balance en faveur des prochaines élections fédérales en automne ?

Ces questions et bien d'autres sont abordées dans le rapport de cette année par Yebooa Oforu, docteur en sciences culturelles d'origine suisse et ghanéenne, et Oliver Strijbis, professeur boursier du FNS en sciences politiques à l'Université de Zurich.



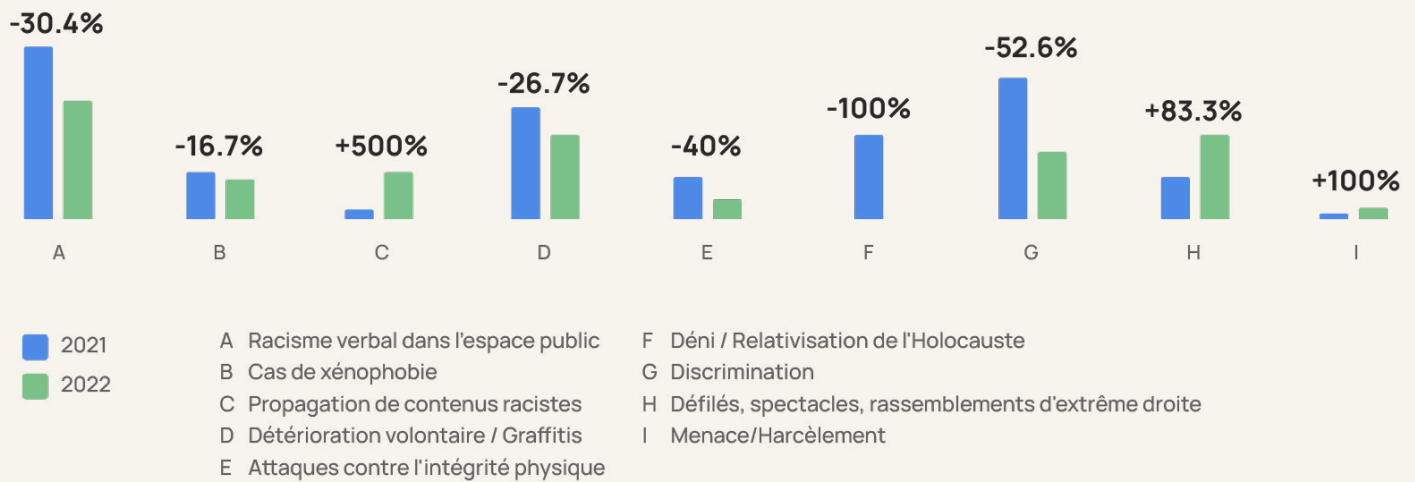
Chronologie

La chronologie des incidents racistes, que la GRA tient à jour en permanence avec la société pour les minorités en Suisse (GMS) sur www.gra.ch/fr/chronologie, a enregistré en 2022 un total de 63 incidents racistes, discriminatoires ou antisémites publiés dans toute la Suisse par les médias.

La chronologie n'a pas la prétention d'être statistiquement exhaustive, car elle ne couvre que les incidents racistes publiés par les médias en Suisse, qui ne représentent que la pointe de l'iceberg. Tous les incidents signalés directement à la GRA sont enregistrés sous les « signalements racistes » et sont tous transmis pour leurs statistiques à l'entreprise commune « Réseau de consultations pour les victimes du racisme ». L'entreprise commune, composée de « humanrights.ch » et de la « CFR - Commission fédérale contre le racisme », publie un rapport annuel intitulé « Incidents racistes recensés par les centres de conseil », qui se base sur leur travail de consultation. (cf. www.network-racism.ch et www.ekr.admin.ch). Comparé à l'année précédente, la chronologie de l'année 2022 révèle une baisse des incidents racistes et discriminatoires (-27.6 %). Cela s'explique surtout par la levée des mesures nationales contre la pandémie COVID-19 au printemps 2022, la fin des protestations contre les mesures qui l'accompagnaient et la moins forte diffusion des théories du complot. Cette évolution a entraîné une forte diminution des négations ou des relativisations de l'Holocauste (-100.0 %).

De même, les discriminations enregistrées ont diminué (-52.6 %), ainsi que les dommages matériels et les tags (-26.7 %). Comme l'année précédente, la majorité des symboles utilisés étaient des symboles d'extrémisme (de droite) et de racisme. Toutefois, les défilés, représentations et rassemblements d'extrême droite ont augmenté de 83.3 % par rapport à l'année précédente. Cette augmen-

Développement de la chronologie



tation est surtout due aux actions du groupe néonazi « Junge Tat ».

Les défilés d'extrême droite augmentent fortement

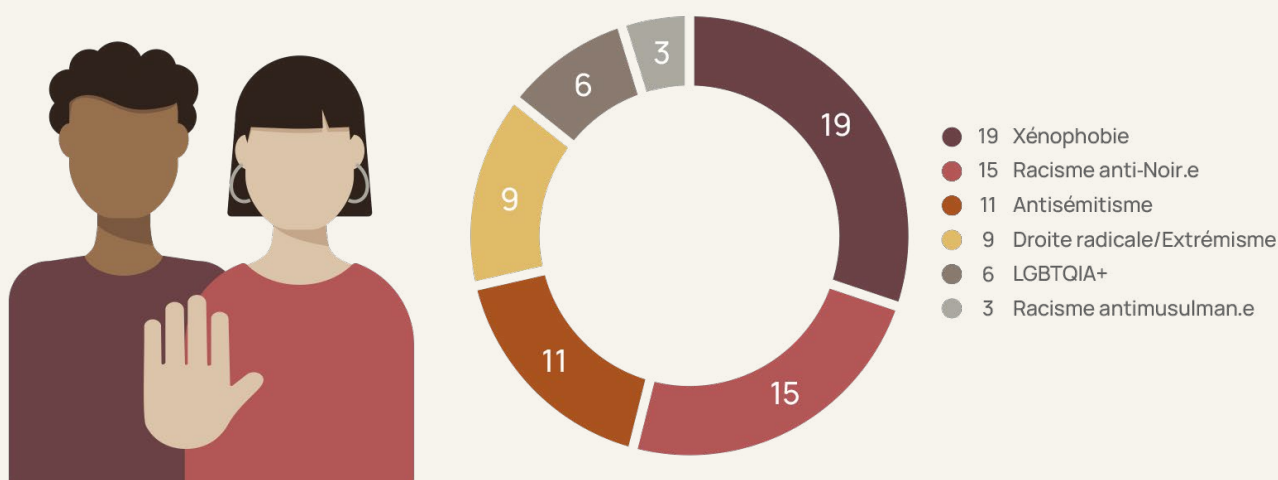
Actuellement, il existe une insécurité juridique concernant l'utilisation en public de symboles nationaux-socialistes, de symboles de discrimination raciale, de symboles faisant l'apologie de la violence et de symboles extrémistes. En effet, selon le droit en vigueur, celui qui exprime „uniquement“ sa propre opinion avec un symbole qui méprise la dignité humaine, sans avoir l'intention d'influencer les autres ou de faire de la publicité pour une idéologie particulière, reste impuni. La fondation GRA s'engage donc en faveur de la création d'une norme générale qui rendrait punissables les symboles représentant des idéologies à connotation raciste, faisant l'apologie de la violence, ne respectant pas les droits humains élémentaires et déniaient à certaines personnes leur droit à l'existence. La diffusion de telles idées, incompatibles avec les fondements de notre démocratie, se situe clairement hors du champ de protection de la liberté d'expression. Concrétiser de manière suffisamment claire une norme pénale correspondante est parfaitement possible, puis-

que la pratique actuelle n'a pas rencontré de problèmes insolubles à cet égard. [Le rapport de l'Office fédéral de la justice](#) montre également qu'une base légale peut être mise en œuvre avec succès, en se référant à nos pays voisins.

43.8 % du racisme verbal se manifeste lors de manifestations sportives

Il est par ailleurs frappant de constater que le racisme verbal dans l'espace public représente une part importante de tous les incidents, soit 25.4 %. Deux domaines se démarquent ici : d'une part, l'incitation et la discrimination à l'encontre des Russes en Suisse, suite à l'attaque à grande échelle de l'armée russe contre l'Ukraine en février 2022. D'autre part, le racisme verbal dans le cadre de manifestations sportives publiques, qui représente 43.8 % des incidents. Il s'agit principalement d'insultes racistes proférées lors de matchs de football.

Pourcentage d'incidents selon le rapport sur le racisme Catégories 2022



Radicalisme de droite / Extrémisme

Les incidents enregistrés en rapport avec le radicalisme ou l'extrémisme de droite représentent 28.6 % de tous les incidents de la chronologie 2022. La majorité des incidents d'extrême droite se sont déroulés sous la forme de défilés, de spectacles et de rassemblements d'extrême droite (17.5 %). Ces manifestations sont également mentionnées par le Service de renseignement de la Confédération (SRC) dans son rapport de situation 2022, ainsi que par les auteur.e.s des affiches.¹

La « Junge Tat » est responsable de la moitié des défilés d'extrême droite perçus par les médias

Au cours du premier semestre, elles ont eu lieu presque exclusivement dans le contexte de manifestations contre le Corona. Les personnes opposées aux mesures ont donné une plateforme aux idéologies de droite. Après la levée des mesures COVID-19 dans toute la Suisse au printemps 2022, les manifestations liées à ces mesures

ont peu à peu disparu des rapports médiatiques. Cette situation a été exploitée par le groupe néonazi « Junge Tat » pour lui-même et pour ses actions. Au cours du second semestre, tous les défilés, spectacles et rassemblements d'extrême droite repris dans la chronologie étaient organisés par la « Junge Tat » (45.5% de la catégorie « défilés, spectacles et rassemblements d'extrême droite »). Cette évolution a déjà été pressentie dans le rapport de situation du SRC, avec des prévisions pour l'année 2022. L'hypothèse étant qu'avec la fin de la pandémie du Covid-19, la scène autour de l'extrémisme violent du Corona se calmerait. Il en ressort que l'extrémisme de droite, entre autres, domine la situation concernant la menace dans le domaine de « l'extrémisme violent ».²

Par ailleurs, le SRC mentionne une autre raison expliquant le succès des groupes néonazis comme la « Junge Tat » : la crainte de subir des conséquences personnelles, comme la perte d'emploi, en cas de révélation de leur ap-

¹ Voir : Service de renseignement de la Confédération, rapport de situation 2022, p.50.

² Voir : Service de renseignement de la Confédération, rapport de situation 2022, p.13.

³ Voir : Service de renseignement de la Confédération, rapport de situation 2022, p.52.

partenance à l'extrême droite violente, a diminué pour certaines personnes actives. Leur motivation à mener des actions publiques et à attirer de nouveaux membres potentiels serait ainsi renforcée. Pour résumer, le SRC voit une aggravation de la situation dans le domaine de l'extrémisme de droite violent depuis 2020.³

Parmi les incidents enregistrés dans la catégorie des dommages matériels et des tags (17.5 %), 72.7 % des rapports sont clairement associés à des contenus d'extrême droite. Essentiellement, il s'agit de tags ou de gravures d'une croix gammée.

Antisémitisme

La Fédération suisse des communautés israélites (FSCI) publie chaque année en collaboration avec la GRA, un rapport sur l'antisémitisme qui donne un aperçu sur les incidents antisémites enregistrés et sur la situation actuelle en Suisse. Le nombre d'incidents antisémites a également augmenté l'année dernière. Que ce soit dans le monde réel ou en ligne, des hausses sont visibles dans le « [Rapport sur l'antisémitisme 2022](#) ». Il y a trois ans, avec le début de la pandémie de coronavirus, une subculture conspirationniste s'est formée en Suisse. Celle-ci est aujourd'hui responsable d'une grande partie des incidents antisémites commis en ligne. Cette subculture et ses groupes Telegram sont à l'origine de 75 % des incidents recensés en ligne. Elle est ainsi la principale responsable de la légère hausse des incidents antisémites enregistrée en 2022 en Suisse alémanique, italienne et rhéto-romane.

Cependant, dans le monde réel également, une nouvelle augmentation du nombre d'incidents antisémites est enregistrée (+7.6 %). Pour la première fois depuis 2018, un

acte de violence a été signalé au bureau de communication de la FSCI.

Depuis juillet 2022, un bureau d'annonce spécifique pour la Suisse italophone est en place. Il siège à l'Università della Svizzera italiana et est soutenu par la Goren Monti Ferrari Foundation. Les incidents qui y ont été rapportés et qui ont fait l'objet d'un suivi interne sont pris en compte dans le présent rapport sur l'antisémitisme.

Racisme anti-Noir.e

Les cas concernant le racisme anti-Noir.e représentent 23.8 % de tous les incidents répertoriés dans la chronologie 2022.

Il en ressort que les incidents discriminatoires à l'encontre des personnes noires se manifestent surtout sous la forme d'un racisme structurel ou institutionnel. Selon la définition de travail du Service de lutte contre le racisme SLR il s'agit, dans le cas du racisme structurel, d'une exclusion et d'une discrimination de certains groupes, fondées dans la société et qui se sont développées au fil du temps, qui sont acceptées comme « normales » et qui ne sont donc pas forcément perçues ou remises en question. Selon le SLR, le racisme structurel peut également être défini comme une vision du monde et de l'être humain influencée par la tradition, la socialisation et l'éducation, qui façonne les valeurs, les attitudes et les actions de manière largement inconsciente. Ces valeurs implicites exigent, selon le SLR, une permanente remise en question des structures sociales afin de pouvoir identifier et traiter les éventuels effets discriminatoires.⁴

Selon le SLR, le racisme est institutionnel lorsque les procédures ou les réglementations d'institutions ou d'organisations touchent et excluent certaines personnes et certains groupes de manière particulièrement désavantageuse ; lorsque l'Etat n'assume pas de la même manière son devoir de protection et d'assistance à l'égard de tous les groupes de population ; et aussi lorsqu'une institution ne protège pas suffisamment ses collaborateurs ainsi que ses destinataires contre les discriminations.⁵ Le Tribunal fédéral a jugé que le licenciement d'un homme noir victime de harcèlement racial répété sur son lieu de travail constituait un

abus de droit, l'entreprise n'ayant pas respecté son obligation légale d'assistance. De plus, dans le domaine du racisme anti-Noir.e, les thèmes du colonialisme dominent toujours. Tous les incidents de racisme verbal dans l'espace public à l'encontre de personnes noires comprenaient la formulation coloniale « N-Word », par exemple le discours d'un présentateur de télévision et de radio suisse lors d'un événement économique. De même, les cas de propagation de contenus racistes avaient exclusivement trait à des contenus coloniaux. La plupart du temps, il s'agissait de la vente d'objets datant de la dernière époque coloniale. L'un des cas concernait la mise en vente d'un serviteur noir stéréotypé des années 1930 sur une plateforme d'enchères en ligne, à titre de décoration.



Racisme antimusulman.e

Seuls 4.8 % de tous les incidents de la chronologie 2022 sont liés à des motifs antimusulmans. Cela ne veut toutefois pas dire que le racisme antimusulman n'est pas un problème à prendre au sérieux en Suisse. Conformément au rapport sur les incidents racistes issus du travail de consultation 2021 de la CFR et de humanrights.ch, le racisme antimusulman est le troisième motif de discrimi-

nation raciale le plus fréquent en Suisse (après la xéno-

phobie et le racisme anti-Noir.e).⁶ Selon les sondages de l'Office fédéral de la statistique OFS de 2022, la part de la population qui trouve que les personnes musulmanes sont comme tout le monde est légèrement inférieure (72.0 %) à celle des personnes noires et juives (80.0 %). Ce résultat indique une attitude un peu moins positive à l'égard des personnes musulmanes.⁷ Selon ces enquêtes, le rejet des stéréotypes envers les personnes musulmanes serait également moins fréquent.⁸ Cette situation se reflète dans les incidents liés au racisme antimusulman enregistrés par le GRA dans la chronologie 2022. Les incidents en question relevaient des catégories suivantes : menaces, graffitis, défilés d'extrême droite et racisme verbal dans l'espace public.



⁴ Service de lutte contre le racisme (SLR), définitions, discrimination structurelle / racisme structurel.

⁵ Service de lutte contre le racisme (SLR), définitions, discrimination institutionnelle / racisme institutionnel.

⁶ Commission fédérale contre le racisme, communiqué de presse - Rapport d'évaluation 2021 : incidents racistes recensés par les centres de conseil.

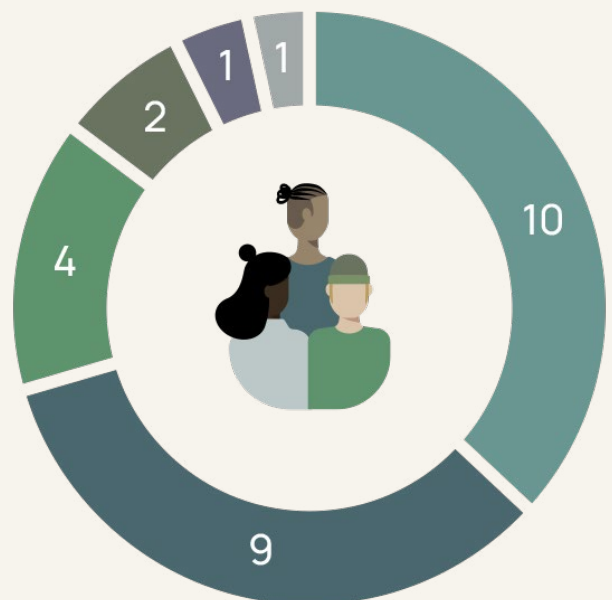
⁷ Office fédéral de la statistique, résultats de l'enquête sur la cohabitation en Suisse en 2022, attitudes envers certains groupes de personnes.

⁸ Office fédéral de la statistique, résultats de l'enquête sur la cohabitation en Suisse en 2022, attitudes envers certains groupes de personnes : « Concernant les personnes musulmanes, l'adhésion relativement élevée aux stéréotypes négatifs (22 %) s'accompagne d'une faible proportion de la population rejetant les stéréotypes en général (6 %). Le pourcentage de la population rejetant les stéréotypes concernant les personnes juives et noires en général est plus élevé (14 %).

Signalements racistes

Parallèlement aux incidents médiatiques repris dans la chronologie 2022, 41 personnes concernées ont contacté la fondation GRA directement via le site Internet, par e-mail ou par téléphone. Parallèlement à de nombreux signalements d'incidents xénophobes et de racisme verbal dans l'espace public, un nombre particulièrement élevé de signalements a également été enregistré dans le domaine du racisme anti-Noir.e et de l'antisémitisme. Sur le plan du racisme anti-Noir.e, le problème du racisme institutionnel et structurel est particulièrement évident.

Signalements racistes 2022

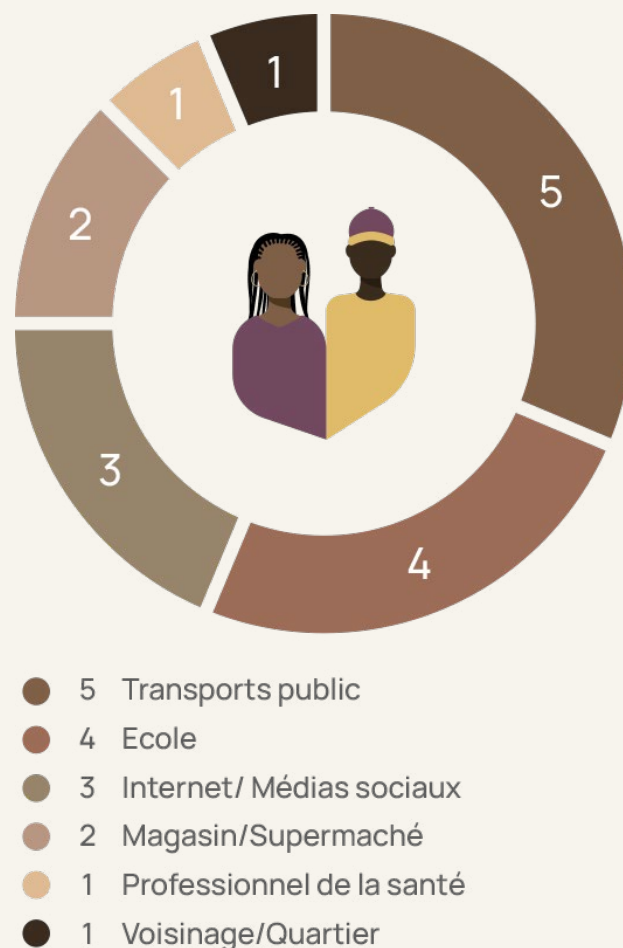


- 10 Antisémitisme
- 9 Cas de xénophobie
- 4 Racisme verbal
- 2 Racisme Animusulman.e
- 1 Discrimination
- 1 Propagation de contenus racistes

Racisme anti-Noir.e

23.8 % de tous les incidents signalés en 2022 relèvent du racisme anti-Noir.e. En particulier sous forme d'incidents xénophobes et de racisme verbal dans l'espace public. Les domaines de vie les plus fréquents dans lesquels les cas se sont produits sont les transports publics (31.3 %), les écoles (25.0 %) et les médias sociaux (18.8 %). Sur Twitter, par exemple, une vidéo du navire de sauvetage en mer Ocean Viking est commentée : les personnes noires secourues sont des « parasites masculins noirs ». Il convient d'attirer l'attention sur la problématique du racisme structurel et institutionnel, en particulier dans le contexte des transports publics et des écoles (pour la définition, voir ci-dessus). Les transports publics et les écoles sont tous deux chargés de missions publiques et agissent donc en tant qu'entreprises et institutions dans la sphère étatique. Quand l'Etat ne remplit pas de la même manière son devoir de protection et d'assistance envers tous les groupes de population, notamment dans ces domaines, nous sommes en présence d'un racisme institutionnel. Les cas présentés ici relèvent simultanément et indépendamment du racisme institutionnel et structurel. Les cas de racisme anti-Noir.e signalés dans les transports publics concernaient principalement des contrôles de billets, relevant de la notion de profilage racial. Selon la définition de travail du SLR, il y a profilage racial lorsqu'une personne est contrôlée par des agents de la police, de la sécurité ou des douanes uniquement sur la base de caractéristiques physiologiques, de particularités culturelles et/ou de son origine ethnique (supposée) ou de son appartenance religieuse, sans qu'il y ait de soupçon concret.⁹ Dans les cas en question, le point de référence pour le contrôle d'identité indépendant de tout soupçon était vraisemblablement la couleur de peau. A plusieurs reprises, il a été signalé que le personnel de contrôle des

Racisme anti-Noir.e d'après les domaines de vie



transports publics se dirigeait directement vers des groupes de personnes noires et ne montrait aucun intérêt à contrôler les passagers blancs sur leur trajectoire. Mise à part les incidents de profilage racial, des insultes ont été proférées à plusieurs reprises à l'encontre de passagers noirs dans les transports publics. Par exemple, dans un train lors d'un voyage scolaire, un élève noir s'est fait traiter de « N**** de merde » par un autre passager.

Les signalements de racisme anti-Noir.e dans les écoles, qui sont des institutions éducatives, concernaient des cas de propos racistes entre élèves (généralement répétés), auxquels le personnel enseignant et le personnel d'en-

cadrement ne réagissaient pas. Un jeune garçon a ainsi été exposé à des blagues racistes répétées dans sa classe, de même qu'à des insultes. Malgré les maintes demandes des parents, l'enseignante de la classe n'est pas intervenue. Il convient de mentionner que les données de l'OFS sur la cohabitation en Suisse en 2022 indiquent une attitude apparemment plus positive envers les personnes noires qu'envers les autres groupes de personnes. Lorsqu'on considère les stéréotypes négatifs sur les personnes noires, on constate une baisse de l'approbation de la population interrogée.¹⁰

Antisémitisme

23.0 % de tous les incidents signalés en 2022 relèvent de l'antisémitisme. Les signalements dans ce groupe sont très disparates. Il s'agit principalement de la diffusion de contenus racistes, de dommages matériels et de tags ainsi que de la négation ou de la relativisation de l'Holocauste. Les domaines de la vie dans lesquels ces incidents se sont produits sont tout aussi variés. La plupart des signalements ont eu lieu dans le voisinage et le quartier. Sur le plan du contenu, l'accent est mis sur l'exhibition de symboles et de gestes nazis tels que le salut hitlérien et les théories du complot antisémites. Une femme a par exemple trouvé dans sa boîte aux lettres un mini-dépliant racontant une conspiration sur la mafia juive.

Incidents xénophobes

21.0 % des cas annoncés étaient des incidents xénophobes. Selon la définition de travail du SLR, la xénophobie

est une attitude fondée sur des préjugés et des stéréotypes, qui évalue négativement tout ce qui est « étranger » ou condamne comme « étranger » ce qui doit être rejeté, sans pour autant viser des groupes de personnes spécifiques (racialisés).¹¹ Les signalements dans ce groupe sont très variés. Les incidents xénophobes ont eu lieu le plus souvent dans les domaines de la vie professionnelle, scolaire et du marché du logement / des contrats de location. Ainsi, dans un mail envoyé en réponse à une annonce de logement, il a été répondu que les nouveaux locataires issus de l'immigration n'étaient pas souhaités.

Perspectives

Dans la perspective des élections de 2023, il est déjà prévisible que les thèmes liés au racisme et à d'autres formes de discrimination seront repris politiquement par les partis et instrumentalisés à leurs fins. On ignore dans quelle mesure ces débats seront constructifs. Reste à espérer que les problèmes tels que le danger de l'extrémisme de droite violent et la complexité du racisme structurel ou institutionnel dans l'ensemble de la société seront abordés de manière efficace.

⁹ Service de lutte contre le racisme (SLR), définitions, discrimination structurelle / racisme structurel.

¹⁰ Office fédéral de la statistique, résultats de l'enquête sur la cohabitation en Suisse en 2022, attitudes envers certains groupes de personnes.

¹¹ Service de lutte contre le racisme (SLR), définitions, xénophobie.





Entretien

Yeboaa Ofori est titulaire d'un doctorat en études culturelles et a des origines suisses / ghanéennes. Elle travaille depuis 25 ans dans le domaine de la gestion et de la promotion culturelles et est professeur à la Haute école des arts de Berne (HEAB).

Comment résumeriez-vous, en tant que spécialiste des sciences culturelles et personne de couleur (PoC) en Suisse, l'état d'esprit actuel de la société en matière de racisme et de discrimination ?

Vous abordez un champ très vaste qu'il n'est pas facile de délimiter. Pour en extraire au moins quelque chose : notre société se penche plus que jamais sur les préoccupations des minorités. D'un côté, c'est vraiment bien et c'est un progrès, mais en même temps, cela s'avère difficile. Et ce pour plusieurs raisons. L'un d'entre elles est que l'équilibre entre les minorités et la majorité, qui était confortable pour la majorité, est en train de se fissurer, ce qui est inhabituel pour les deux parties. Parmi les minorités qui se sont renforcées, certaines sont très bruyantes et leur ton est souvent peu constructif. Ce qui donne à la

majorité l'occasion de ne pas entrer en discussion. Tout cela engendre une polarisation. Oui, la polarisation est certainement un terme important pour répondre à votre question. De plus, la question émergente est de savoir combien d'intérêts particuliers notre société peut-elle supporter.

En tant que spécialiste des sciences culturelles, vous savez analyser, comprendre et transmettre des phénomènes culturels complexes. L'été dernier, nous avons eu des débats sur les Blancs qui portent des dreadlocks et sur la question de savoir s'ils en ont le droit. Concrètement, qu'est-ce que l'appropriation culturelle ?

L'appropriation culturelle a deux visages. D'une part, son utilité créative et culturelle en tant que moteur de progrès. La culture n'existe pas sans appropriation. La culture comporte des techniques. Celles-ci se servent les unes des autres et se complètent, elles se répondent. Les styles de musique, par exemple, sont complétés par d'autres styles, on les cite, on les sample. C'est comme ça que la musique évolue. Il en va de même pour la pensée et l'action. Les gens voyagent (ou colonisent ...) d'autres pays, ramènent des idées, des objets et des techniques dans leur pays. D'autres pensées, points de vue, concepts et coutumes externes sont adoptés. Il n'existe presque plus rien de pur aujourd'hui. L'appropriation consiste donc à recevoir des impulsions, à les intégrer dans un système déjà existant et à développer des choses. Une personne qui ne reçoit pas d'impulsions, ne se développe pas, a une conscience plus faible, s'isole, se délabre ou se rouille. Cela s'applique aux individus tout comme aux groupes. C'est tout ce que je peux dire. Mais l'appropriation a également un autre visage. Elle peut être impliquée dans des processus tels que la domination, le pouvoir et l'exploitation, avec profit sur ce qui ne lui appartient pas.

Cet aspect problématique de l'appropriation culturelle est mis en avant chez nous principalement par des personnes engagées dans l'antiracisme. Ces personnes sont woke et guidées par des conceptions strictes de ce que doit être, selon elles, notre société.

Est-ce qu'être Woke est un phénomène nouveau qui appartient au mouvement politique identitaire de gauche ?

Le mot woke n'était guère connu en Suisse il y a deux ans, et encore moins son origine. Le terme serait d'origine afro-américaine, invitant les Noirs à être « éveillés », notamment face à la police. Si cette origine est exacte, elle n'a pas le même sens pour nous en Suisse, même si elle est intéressante. Les woke sont aujourd'hui principalement des personnes jeunes, instruites, sensibles ou hypersensibles aux discriminations de toutes sortes, comme le racisme, le sexisme et leurs stéréotypes. Mais aussi à certains aspects de l'identité comme le sexe / le genre ou la couleur de peau, ainsi qu'aux questions environnementales, et en particulier, leur Wokisme s'applique au langage et à la représentation de ces choses. Cependant, ils sont en fait une minorité dans notre société et ils partent du principe que les dysfonctionnements qu'ils ont identifiés et soulignés peuvent être éliminés par des interdictions et des réglementations. En y regardant de plus près, on constate malheureusement toujours qu'ils sont eux-mêmes peu enclins à la diversité ou à la discussion, et qu'ils sont à leur tour victimes de stéréotypes.

L'UDC veut lutter contre la « terreur du genre et la folie woke » à tous les niveaux politiques. Pensez-vous que l'UDC ait des chances de gagner des électeur.trices grâce à cette thématique ? Que nous apporte cette polarisation ?

Malheureusement, de nombreuses revendications axées sur le woke et l'identité sont soit difficilement compréhensibles, soit posent problème au niveau de la réalisation, et bien souvent des idéologies sont en jeu. La question qui se pose à juste titre est de savoir comment les exigences woke peuvent-elles s'accorder avec le pluralisme et la diversité. Je pense que l'UDC frappe ici dans le mille, non seulement auprès de sa majorité conservatrice, mais même auprès de la gauche. Les prévisions ne sont pas de mon ressort, mais je vois déjà quelque chose se profiler à l'horizon. Un peu comme au football : un modèle. Pour l'UDC, le wokisme est un modèle. Les voix de l'UDC contre le wokisme se font désormais entendre et incitent les médias à parler plus souvent et négativement au sujet du wokisme. C'est ainsi que fonctionne la politique. C'est ainsi que fonctionne les médias.

Le plus inquiétant dans tout cela, c'est la polarisation. Pourtant, c'est justement en cas de désaccord qu'il faut débattre et concilier les points de vue sans oublier le sens civique. D'où ma demande : parlez-vous. Je sais que les « médias sociaux » sont en train de faire disparaître la capacité des rencontres directes de la société, mais nous ne pouvons pas éviter de nous parler et de nous écouter les uns les autres. Nous devons accepter qu'il y ait des différences d'opinions. Sortons de nos bulles ! Qu'est-ce que je peux encore dire de plus ?

Dans une interview accordée à Tamedia, vous avez déclaré que le débat autour de l'antiracisme portait préjudice aux People of Color. Dans quel sens ?

Ce n'est pas du tout une question de PoC, mais de minorités en général. Pour ce qui est des minorités, je suis sûre que, celles qui sont vraiment vulnérables et vraiment défavorisées, ne participent même pas aux discussions actuelles. Ce sont surtout des gens qui se disent alliés qui se focalisent sur certains aspects de certaines minorités et nous disent que notre comportement est inapproprié. Tout comme à la Brasserie Lorraine, où l'on s'est engagé par procuration pour une culture absente. Cela ne produit aucun résultat, dans le meilleur des cas, un hochement de tête. Dans le moins bon des cas, pour répondre à votre question, on assiste depuis peu à l'émergence de ressentiments et de préjugés généralisés qui ne feront pas avancer notre société. Encore moins quand le contrôle et la censure, l'interdiction des mots et de la pensée, la peur et la polarisation, l'atteinte à la liberté d'expression, l'effacement de l'opinion et plus récemment l'exclusion en résultent.

Que signifie le débat pour la lutte contre le racisme ?

Le racisme est un fait, le racisme structurel également. Il existe quelques personnes qui travaillent sérieusement et de la bonne manière à signaler cet état de fait et à le combattre. Ces personnes font preuve d'une grande expertise. Dans le même temps, un grand nombre de personnes sont conscientes du sujet et ne se comportent pas de manière raciste, soit par souci de prudence, soit par pure évidence. De ce fait, ils ont du mal à accepter l'actuelle définition universelle du racisme, selon laquelle un acte sur deux serait raciste. Je me demande si l'on contribue à lutter contre le racisme en utilisant ce terme de manière excessive. Dans le combat contre le racisme, il faut désormais discuter de la notion de minorité. Nous nous trouvons dans un bras de fer entre les préoccupations des minorités et de la majorité privilégiée. Un plus

grand nombre et une plus grande diversité de personnes participent aujourd'hui aux débats. Mais comment ces deux entités interagissent-elles ? Comment réagir face à des minorités renforcées qui se comportent comme si elles étaient la majorité ? La pluralité des voix exige d'autant plus de discussions.

Quelle serait votre réponse finale à cette question ?

Les partis politiques et les institutions ouverts à ces questions doivent, dans le domaine du racisme, de la discrimination, de la manière d'aborder le Cancellation, etc., permettre et exiger de véritables discussions, en mettant en évidence les véritables problèmes. Cela signifie que ces partis et institutions doivent être critiques. La notion de minorité doit être discutée, la réalisation de la promesse de diversité doit être abordée. Nous avons besoin de solutions adaptées à notre pays. Ce ne sont pas les défis qui manquent.



Entretien

Oliver Strijbis est professeur boursier du FNS en sciences politiques à l'université de Zurich et professeur affilié à la Franklin University Switzerland (Lugano). Son travail de recherche porte notamment sur les élections et les votations ainsi que sur le nationalisme et la migration.

Monsieur Strijbis, vous observez les élections en Suisse depuis de nombreuses années déjà. Comment les partis gagnent-ils le plus de voix ?

En Suisse, les partis remportent principalement les élections sur des thèmes qui préoccupent les gens. En d'autres termes, les problèmes doivent être actuels et perçus comme réels. Les partis doivent donc avoir le leadership thématique sur un sujet important, c'est-à-dire être perçus par la population comme compétents dans ce domaine. Il s'agit donc d'une combinaison entre la compétence thématique du parti et l'importance du thème dans l'opinion publique.

Venons-en directement à l'UDC. Des compétences claires lui sont attribuées. Esther Friedli, responsable du programme de l'UDC, a annoncé que le parti combattrait la « terreur du genre » à tous les niveaux politiques. Comme chacun sait, les questions de genre ne font pas partie des compétences clés de l'UDC. Est-ce que vous avez le sentiment que le parti peut mobiliser ou même gagner des électeurs avec ce programme ?

Cela dépend beaucoup des macro-thèmes à venir. En cas de canicule, de récession ou, dans le pire des cas, d'attaque nucléaire, la stratégie de l'UDC sur les questions de genre ne fonctionnera pas.

Dans le cas où aucun autre macro-thème ne se profilerait durant l'été, l'UDC pourra continuer à jouer avec le thème du genre et à dénoncer un « politiquement correct » exagéré. Cette critique de l'élite est fortement corrélée à leur position sur les thèmes de la migration et de l'égalité. Les discours sur les thèmes culturels sont attractifs pour l'UDC et font partie de ses compétences clés. En nourrissant du ressentiment envers les élites intellectuelles, elle parvient sans problème à mobiliser son propre électorat.

Vous êtes spécialisé dans l'analyse méthodique permettant de déterminer dans quelle mesure les campagnes politiques ont un effet significatif sur les résultats des élections et des votations. Comment évaluez-vous cela dans le cas de l'UDC et de son programme de parti ?

En Suisse, les campagnes électorales des partis n'ont qu'une faible influence sur le comportement électoral. Ce que nous pouvons constater, c'est que les thèmes principaux prennent de l'importance lorsque les partis s'en emparent. Un revirement idéologique à court terme n'influence guère l'électorat. En Suisse, nous avons un

taux de participation aux élections très faible, les personnes qui votent chez nous sont politiquement très intéressées et ont déjà des prédispositions fortement consolidées. L'identification au parti est donc centrale et génère la stabilité continue de la situation.

Avec la thématique du genre, l'UDC mise sur un public plutôt de droite. La population est toutefois bien plus préoccupée par d'autres sujets, comme le changement climatique, la prévoyance vieillesse ou les questions énergétiques. L'UDC n'a-t-elle pas plutôt commis un impair avec son programme ?

Non, je pense que l'UDC modifiera sa stratégie en fonction de la conjoncture thématique. L'UDC maîtrise l'art de lancer des thèmes qui mettent en avant le conflit culturel. Elle attise bien volontiers les controverses entre les couches de la population favorables à l'ouverture et à la tolérance et celles qui prônent l'isolement et la préférence pour les groupes dominants. En abordant ces thèmes et en pratiquant le populisme sous la forme d'une critique des élites, l'UDC sait qu'elle peut mobiliser un grand nombre de sympathisants, même au-delà de son propre noyau électoral.

Selon vous, quel est le degré d'efficacité des thèmes d'indignation dans la perspective des élections en Suisse ?

Le mécanisme d'indignation fonctionne toujours et il est également nécessaire lors des élections pour maintenir actif à long terme son propre électorat et renforcer l'identification au parti. Dans une année électorale, il s'agit toutefois de mobiliser les personnes indécises et cela fonctionne relativement bien avec le populisme.

Admettons que l'UDC soit principalement élue par un public âgé, masculin et blanc. Se positionner en tant que parti sur des thèmes aussi démodés ne relève-t-il pas en définitive d'imprévoyance, alors que nous observons un mouvement vers plus d'ouverture et de tolérance au sein de la population ?

La compréhension du profil des électeurs de l'UDC est erronée. Certaines revendications émanant de l'élite intellectuelle de gauche se heurtent également à l'incompréhension d'une large couche de la population. Des thèmes tels que « l'appropriation culturelle » ou « l'étoile du genre » sont considérés de manière critique par de nombreux électeurs. Nous observons que, en particulier sur les thèmes où la gauche elle-même pose des exigences intolérantes, celles-ci sont perçues de manière très critique et ne sont pas considérées comme un problème sérieux par une large couche de la population.

Concernant l'attitude envers l'islam par exemple, ce n'est pas un hasard si l'UDC a fortement misé sur des stéréotypes négatifs, car elle savait pertinemment que cette image négative de l'islam trouverait un écho dans de larges cercles. L'UDC sait très bien comment aller au-delà de son électorat de base.

Pour la lutte contre le racisme, qu'est-ce que cela signifie si nous nous occupons politiquement des questions d'étoiles de genre et d'appropriation culturelle ?

Le problème est que la discrimination structurelle est une réalité pour différentes minorités en Suisse. Ces discriminations structurelles ont lieu tous les jours et nous ne constatons aucun recul ni sur le marché du travail ni sur celui du logement. Ces problèmes sont réels et la population les comprend bien mieux que les débats symboliques sur l'appropriation culturelle ou les étoiles de genre.

Ce serait une recommandation thématique pour les partis de gauche ?

La migration, le nationalisme ou la discrimination sont souvent éludés pour des raisons électoralistes. Les partis ne devraient toutefois pas toujours se focaliser sur les prochaines élections, mais également initier des changements à long terme. A mon avis, il serait donc important que les partis de gauche, mais aussi les partis libéraux, se consacrent sérieusement au thème de la discrimination dans la vie quotidienne et montrent que celle-ci ne sera pas acceptée. Si les partis de gauche comme les partis libéraux se consacraient à la discrimination quotidienne apparente, ils s'adresseraient à une grande partie de la population et gagneraient ainsi des points de sympathie. Des études montrent par exemple que si l'on porte en Suisse un nom de famille turc ou que l'on est issu de l'immigration ex-yougoslave, il y a une forte probabilité d'être désavantagé sur le marché du travail et donc d'être discriminé. Le fait que les médias n'écrivent pas sur ce racisme structurel est probablement dû au fait qu'ils n'ont plus envie d'écrire sur un sujet qui règne depuis plus de 30 ans. Il incombe donc aux forces libérales de ne pas baisser la garde sur ces questions et de les remettre sans cesse sur le tapis. Ainsi, les médias s'en empareraient à nouveau, ce qui permettrait de toucher le grand public.

Le Wokisme est désormais sur le terrain politique. Comment pensez-vous que les partis de gauche devraient réagir et y a-t-il un espoir que nous obtenions finalement un discours profitable ?

Nous discutons maintenant précisément des questions de woke au lieu d'attirer l'attention sur la discrimination structurelle. Si nous jouons ainsi le jeu de l'UDC, cela n'aboutira pas à un dialogue constructif, mais à une mobilisation contre l'élite de gauche par les forces populistes

de droite. Les partis de gauche ne devraient pas réagir aux discours populistes. Diverses études ont démontré qu'il s'agit de la meilleure tactique électorale, car elle permet de ne pas reproduire les thèmes dans l'opinion publique. Une tactique des partis de gauche et libéraux serait de répondre avec leur propre approche et de pointer du doigt les incidents réels de discrimination. Sur la discrimination structurelle et l'implication des acteurs de la droite populiste dans ce contexte. Le meilleur moyen pour la gauche de contrer cela est de montrer qu'il y a toujours des néonazis au sein de l'UDC et que ces forces sont effectivement encore présentes. Ce serait une réponse forte pour la gauche. Elle ne devrait pas jouer le jeu de l'UDC au travers d'un débat sur le politiquement correct.

Ouvrage de référence

Service de renseignement de la Confédération (2023). Rapport de situation 2022. P.13, 50, 52.

Service de lutte contre le racisme (2022) Termes. Discrimination structurelle / racisme structurel, discrimination institutionnelle / racisme institutionnel, profilage racial / contrôle d'identité en l'absence de soupçons fondés, xénophobie.

Commission fédérale contre le racisme (2022). Communiqué de presse - Rapport d'évaluation 2021 : incidents racistes recensés par les centres de conseil.

Office fédéral de la statistique (2023). Résultats de l'enquête sur la cohabitation en Suisse en 2022. Attitudes par rapport à certains groupes de personnes.

Éditeur

GRA Stiftung gegen Rassismus und Antisemitismus
Postfach
CH-8027 Zürich

GMS Gesellschaft Minderheiten in der Schweiz
Postfach
CH-8027 Zürich

Traduction FR

Rachel Posnanski

Création graphique

[digitalists GmbH](#)